

**ARRÊTÉ N°2022/013**  
**ABROGEANT L'ARRÊTÉ N°2022/012 ET PORTANT**  
**ENGAGEMENT DE LA PROCEDURE DE**  
**MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN**  
**LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DU**  
**BOURGET**

**Le Président de l'Etablissement Public Territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5219-5 ;  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 à L153-44 et R151-51 à R151-53 et R153-20 et R153-21 ;  
**Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;  
**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, des établissements publics de coopération intercommunale dénommés établissements publics territoriaux (EPT) et qui prévoit que ces derniers sont compétents en matière de PLU ;  
**Vu** la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;  
**Vu** le PLU du Bourget approuvé par la délibération n°31 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 10 avril 2017 et qui a fait l'objet de la mise à jour n°1 par l'arrêté n°2017/323 du 29 décembre 2017, de la modification simplifiée n°1 par la délibération n°69 du 9 juillet 2018, de la mise à jour n°2 par l'arrêté n°2019/014 du 2 avril 2019, de la modification simplifiée n°2 par la délibération n°137 du 7 décembre 2020, des mises à jour n°3 par l'arrêté n°2021/007 du 9 juin 2021 et n°4 par l'arrêté n°2021/009 du 28 juillet 2021, et de la modification simplifiée n°3 par la délibération N°156 du 13 décembre 2021 ;  
**Vu** le courrier en date du 14 décembre 2021 de M. BORSALI, Maire de la commune du Bourget, demandant à M. BESCHIZZA, Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, d'engager une procédure de modification de droit commun ;  
**Vu** la délibération n°136 du conseil du territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 7 décembre 2020 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de l'EPT Paris Terres d'Envol ;  
**Vu** l'arrêté N°2022/012 du 23 juin 2022 portant engagement de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Bourget ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'intensifier ponctuellement la constructibilité en zone centrale et de pérenniser le caractère apaisé des zones à dominante pavillonnaire ;

**CONSIDERANT** que l'application du PLU depuis son approbation a fait apparaître le besoin d'améliorer certaines règles et leur lisibilité ;

**CONSIDERANT** le besoin d'actualiser les annexes du PLU ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'apporter des corrections matérielles notamment afin de prendre en compte les précédentes évolutions du PLU ;

**CONSIDERANT** la nécessité de modifier le règlement et le plan de zonage pour permettre ces adaptations ;

**CONSIDERANT** que les modifications apportées relèvent de la procédure de modification de droit commun telle que codifiée dans le code de l'urbanisme ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** Le présent arrêté abroge l'arrêté n°2022/012 du 23 juin 2022.

**ARTICLE 2** Il est prescrit la procédure de modification de droit commun n°1 du PLU de la commune du Bourget.

- ARTICLE 3** Dans une perspective de renforcement de la traduction réglementaire des objectifs du PADD et de pérenniser l'applicabilité PLU, le projet de modification de droit commun n°1 du PLU a notamment pour objectifs :
- D'adapter à la marge le règlement afin de permettre une transition plus harmonieuse des tissus urbanisés et de préserver les formes urbaines, notamment le tissu pavillonnaire ;
  - De clarifier la règle relative aux étages en attique ;
  - De corriger des erreurs matérielles, notamment liées aux précédentes évolutions du PLU ;
  - D'actualiser les annexes du PLU.
- ARTICLE 4** Le projet de modification de droit commun n°1 sera notifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme et sera également notifié au Maire du Bourget.
- ARTICLE 5** Le projet de modification de droit commun n°1 sera soumis à enquête publique pendant un mois conformément aux dispositions du chapitre III du titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.
- ARTICLE 6** A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvé par le conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- ARTICLE 7** Le présent arrêté sera affiché au siège de l'EPT Paris Terres d'Envol et en mairie du Bourget pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
- ARTICLE 8** Le présent arrêté sera transmis pour ampliation :
- A la préfecture de la Seine-Saint-Denis,
  - A la mairie du Bourget.
- ARTICLE 9** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93190 Montreuil - dans le délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'acte.

Fait à Aulnay-sous-Bois, le 06 JUIN, 2022

Le Président



**Bruno BESCHIZZA**